

Séries Statistiques de Bruxelles

TABLE DES MATIERES

1. BILAN MACRO-ÉCONOMIQUE DE L'ÉCONOMIE BELGE EN 1998	II
2. VARIABLES MONÉTAIRES ET BUDGÉTAIRES	XII
3. PRÉVISIONS POUR 1999	XV

ANNEXES

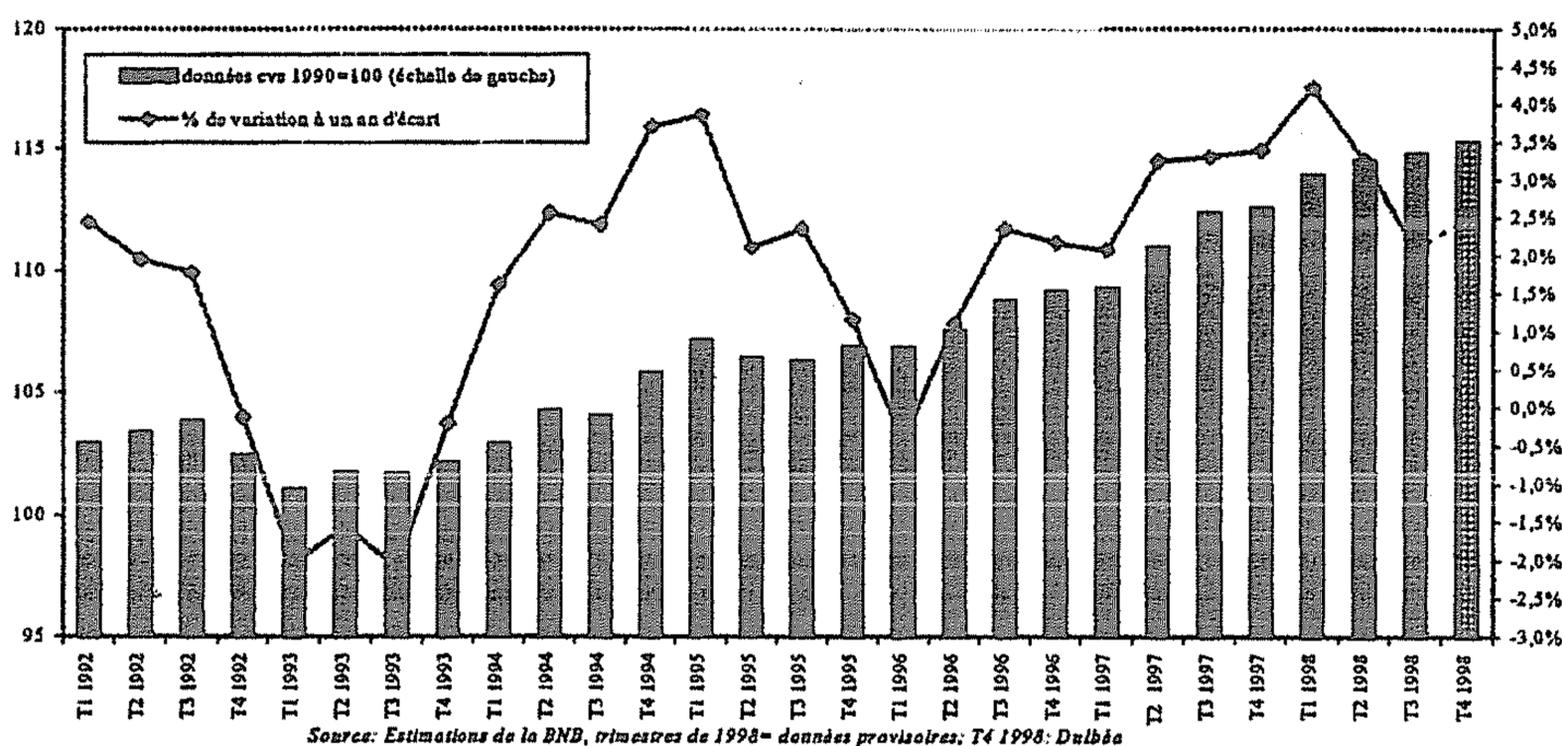
SECTION A - LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT À PRIX CONSTANTS	XIX
SECTION B - PRINCIPALES COMPOSANTES DU PIB À PRIX CONSTANTS	XX
a) Principales composantes de la demande intérieure	XX
b) Principales composantes de la valeur ajoutée	XXII
SECTION C - LA POLITIQUE ECONOMIQUE : LES CRITERES DU TRAITE DE MAASTRICHT	XXIV
SECTION D - LES PRODUITS NATIONAUX BRUTS DES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES	XXVI

1. Bilan macro-économique de l'économie belge en 1998

La croissance du PIB (en volume) pour l'année 1998 a atteint un niveau similaire à celui de 1997, soit de l'ordre de 3%. Toutefois, le profil trimestriel n'en demeure pas moins fort différent (cfr. Courbe du graphique 1)

GRAPHIQUE 1

Evolution trimestrielle du PIB



Alors que 1997 observait une accélération continue de la croissance du PIB, 1998 a par contre montré un profil en décélération. Toutefois, si le deuxième trimestre s'est montré moins dynamique¹, l'activité est restée particulièrement bien orientée au premier semestre avec une croissance de 3.7% (en volume) par rapport à la même période de 1997. Le troisième trimestre s'est par contre traduit par un ralentissement de l'activité avec 2.1% de croissance par rapport à la période correspondante de 1997.

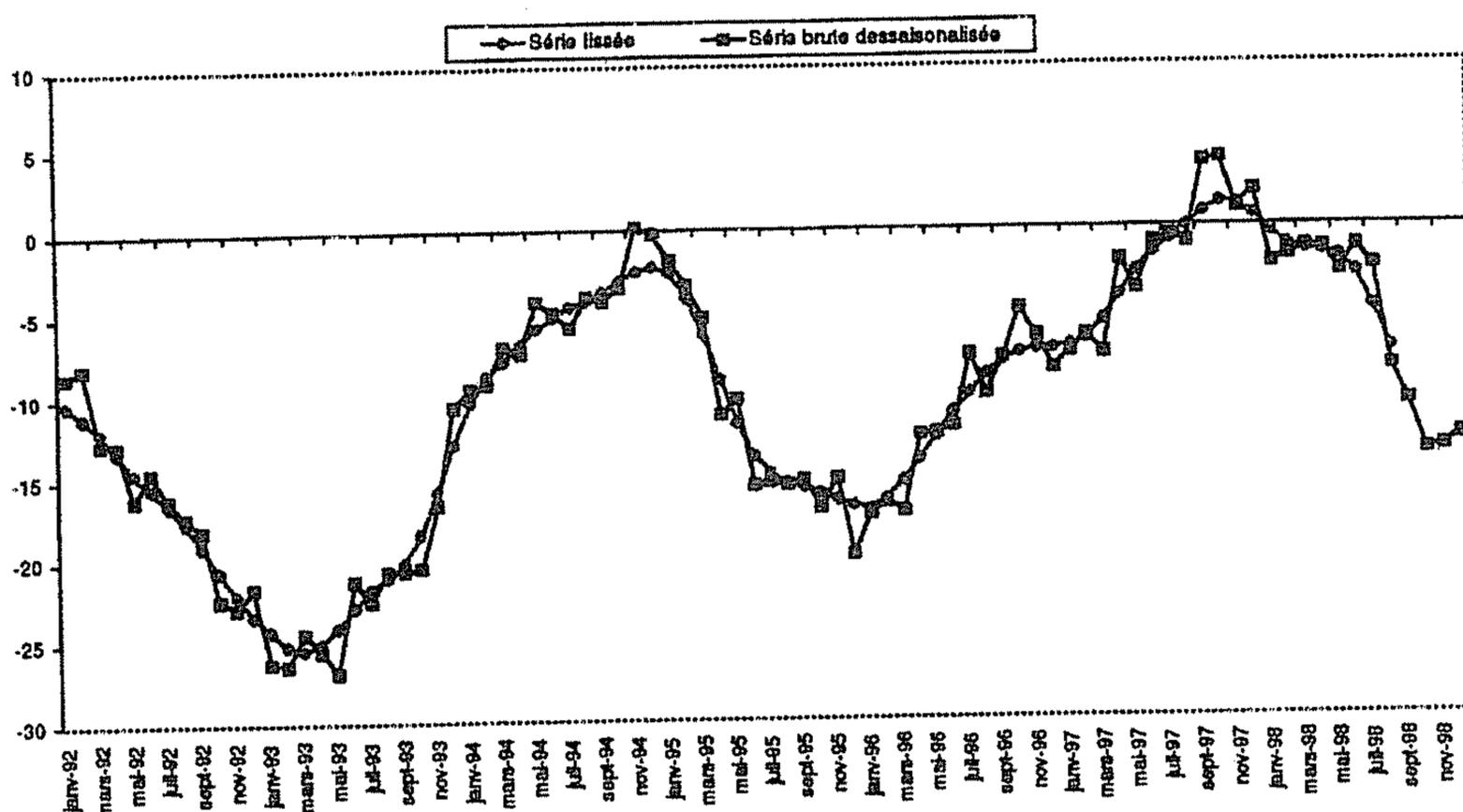
Si l'on tient compte des prévisions annuelles de la BNB, la croissance du 4ème trimestre aurait accusé une légère reprise avec environ 2.5% de croissance par rapport au trimestre correspondant de 1997. Reprise d'ailleurs confirmée par l'évolution de l'indicateur synthétique brut global de la BNB montrant une amélioration dans l'industrie et dans la construction. Notons toutefois que la

¹ Principalement imputable au moindre nombre de jours ouvrables.

courbe synthétique (lissée) de la BNB nous révèle que la tendance fondamentale de la conjoncture belge reste orientée à la baisse (cfr. Graphique 2).

GRAPHIQUE 2

Courbe synthétique de la BNB



Le ralentissement qui a suivi la forte progression du premier semestre, a quelque peu amoindri la consolidation de la croissance attendue pour l'année 1998, qui se solde par un taux de croissance de l'ordre de 3.0% contre 3.25% attendu lors de nos précédentes prévisions.

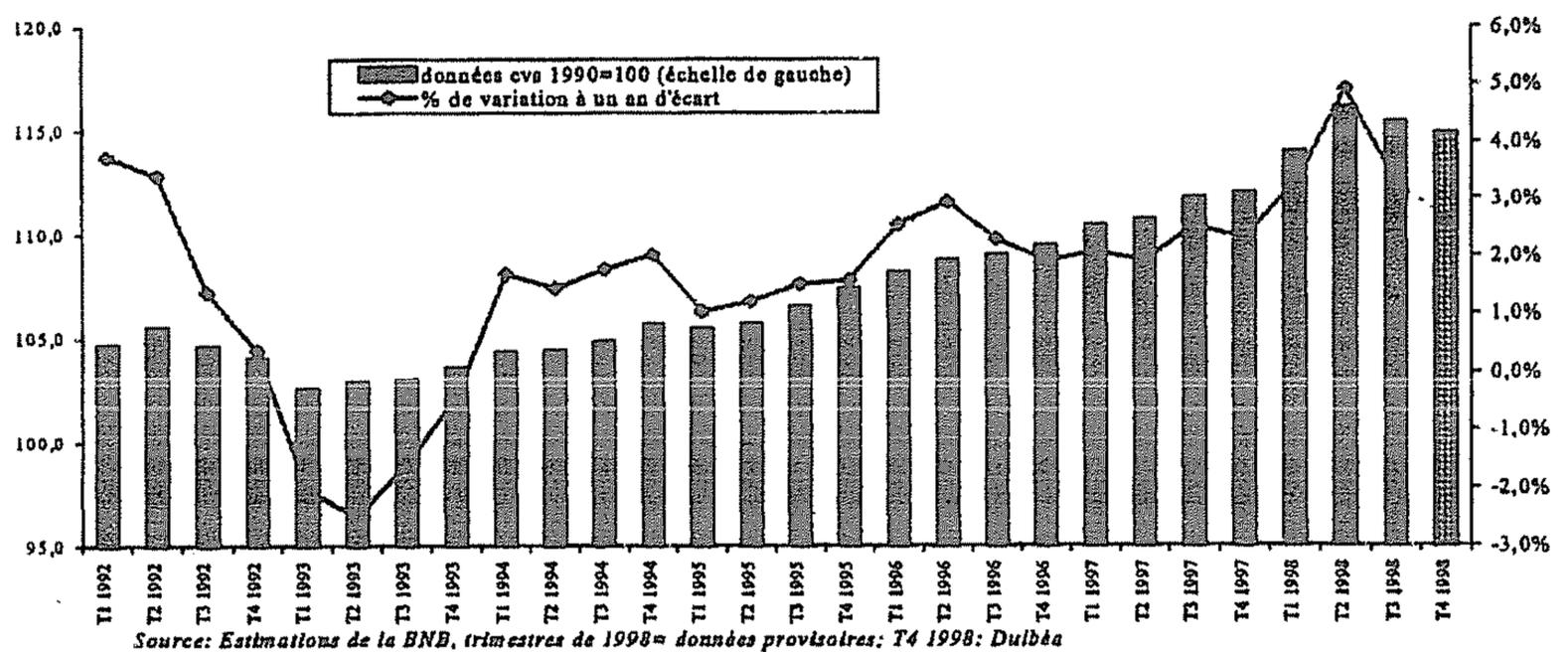
En 1998, la demande intérieure a pris le relais du commerce extérieur. Ainsi, les entreprises et les ménages ont soutenu la croissance tandis que les exportations nettes y ont contribué négativement (-1%) pour la première fois depuis 1992, sous l'impact de la crise asiatique. Néanmoins, ce fléchissement du commerce extérieur, supérieur à ce qui avait été prévu il y a 6 mois, n'a affaibli la croissance globale du PIB que de façon minime étant donné la contribution, non négligeable et supérieure à celle envisagée en octobre, de la demande intérieure (+4%) et plus particulièrement de la consommation privée (+2.2%).

La *consommation privée* a finalement été plus soutenue que ce que nous avions envisagé il y a 6 mois. Les dépenses de consommation ont été particuliè-

rement dynamiques au premier semestre 1998 avec une progression de l'ordre de 4.1% en glissement annuel, selon les chiffres de la BNB. Le 3ème trimestre a quant à lui été marqué par une décélération avec une hausse de l'ordre de 3.3% par rapport au trimestre correspondant de 1997. Le second semestre semble donc avoir été légèrement moins vigoureux que le premier. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la consommation privée devrait avoisiner les 3.5%, soit la plus forte hausse depuis 1990.

GRAPHIQUE 3

Evolution de la consommation privée



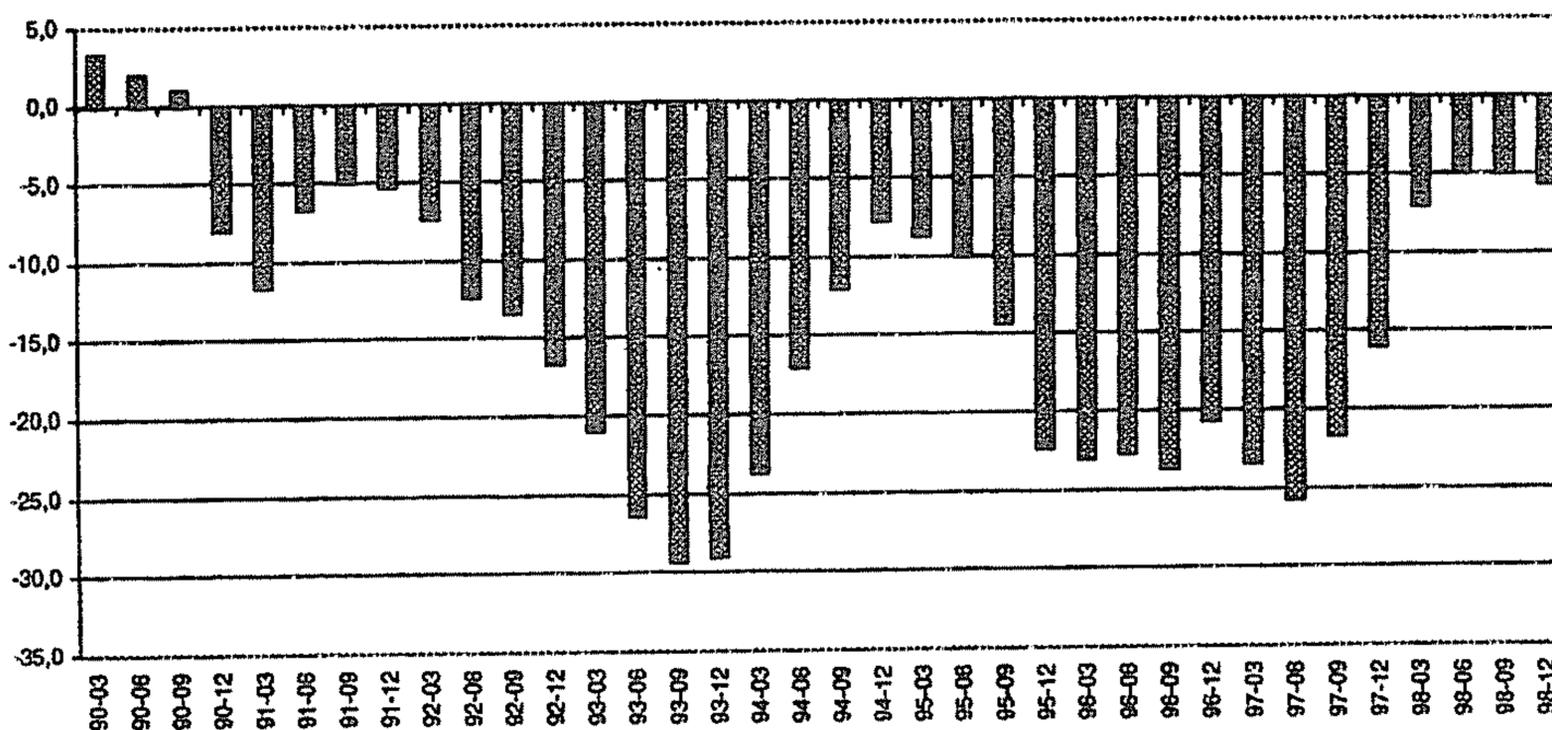
Le salon bisannuel de l'automobile n'a pas été sans effet sur les dépenses de consommation. En effet, le nombre d'immatriculations de voitures neuves a été soutenu tout au long de l'année au-delà même de l'effet normal de ce salon. Ainsi, celles-ci se sont accrues de 12.3% et de 15.5% respectivement au premier semestre et au second semestre de 1998 (par rapport au semestre correspondant de 1997), totalisant une hausse de l'ordre de 13.6% sur l'ensemble de l'année. Si l'on se réfère à 1996, précédente année de salon automobile, le profil semestriel de la hausse est fort différent de celui de 1998. En effet en 1996, on avait d'abord observé une hausse de 10.8% au premier semestre suivie d'une décélération au second semestre de l'ordre de 4.4%, soit une hausse de 8.2% sur l'année.

Le climat de confiance favorable des consommateurs a contribué à ce phénomène d'accélération continue de la croissance des immatriculations de voitures neuves. En effet, l'indice de confiance des consommateurs s'est nettement re-

dressé par rapport à 1997 (et 1996) passant d'une moyenne de -22 en 1997 (-23 en 1996) à -6 en 1998 (cfr. Graphique 4). Ainsi, les différentes crises financières internationales n'auraient pas affecté la confiance des consommateurs qui semble plutôt bénéficier d'éléments internes favorables tels que la hausse de l'emploi et du revenu disponible, ainsi que de l'évolution plus que favorable du processus d'assainissement des finances publiques, ne laissant pas prévoir de nouvelles mesures restrictives.

GRAPHIQUE 4

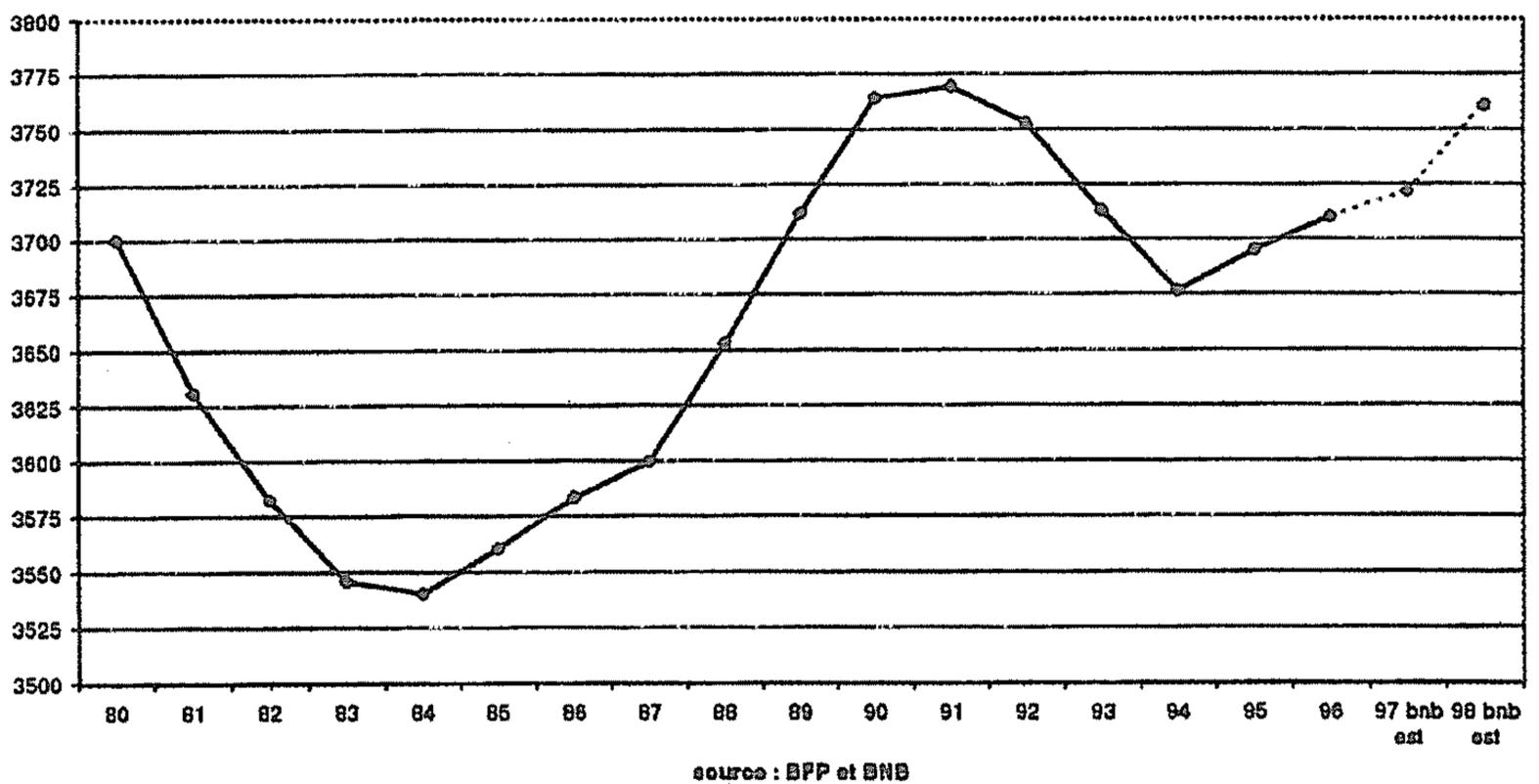
Indice de confiance des consommateurs Données trimestrielles



L'emploi intérieur se serait, en effet, accru, selon les estimations de la BNB, de 39.000 unités en 1998 (de juin 98 par rapport à juin 97), contre 12.000 unités en 1997 (cfr. Graphique 5). Ces créations d'emplois ont eu un effet positif sur le revenu disponible des ménages et un effet négatif sur la propension à épargner. La progression de l'emploi a bénéficié de la mise en place du dispositif «Maribel social» dans les secteurs de l'action sociale et de la santé et, depuis juillet 1998, dans le secteur socio-culturel et les maisons de repos privées. Cette mesure vise à la réduction de cotisations patronales dans le but de promouvoir la création d'emplois.

GRAPHIQUE 5

Emploi intérieur

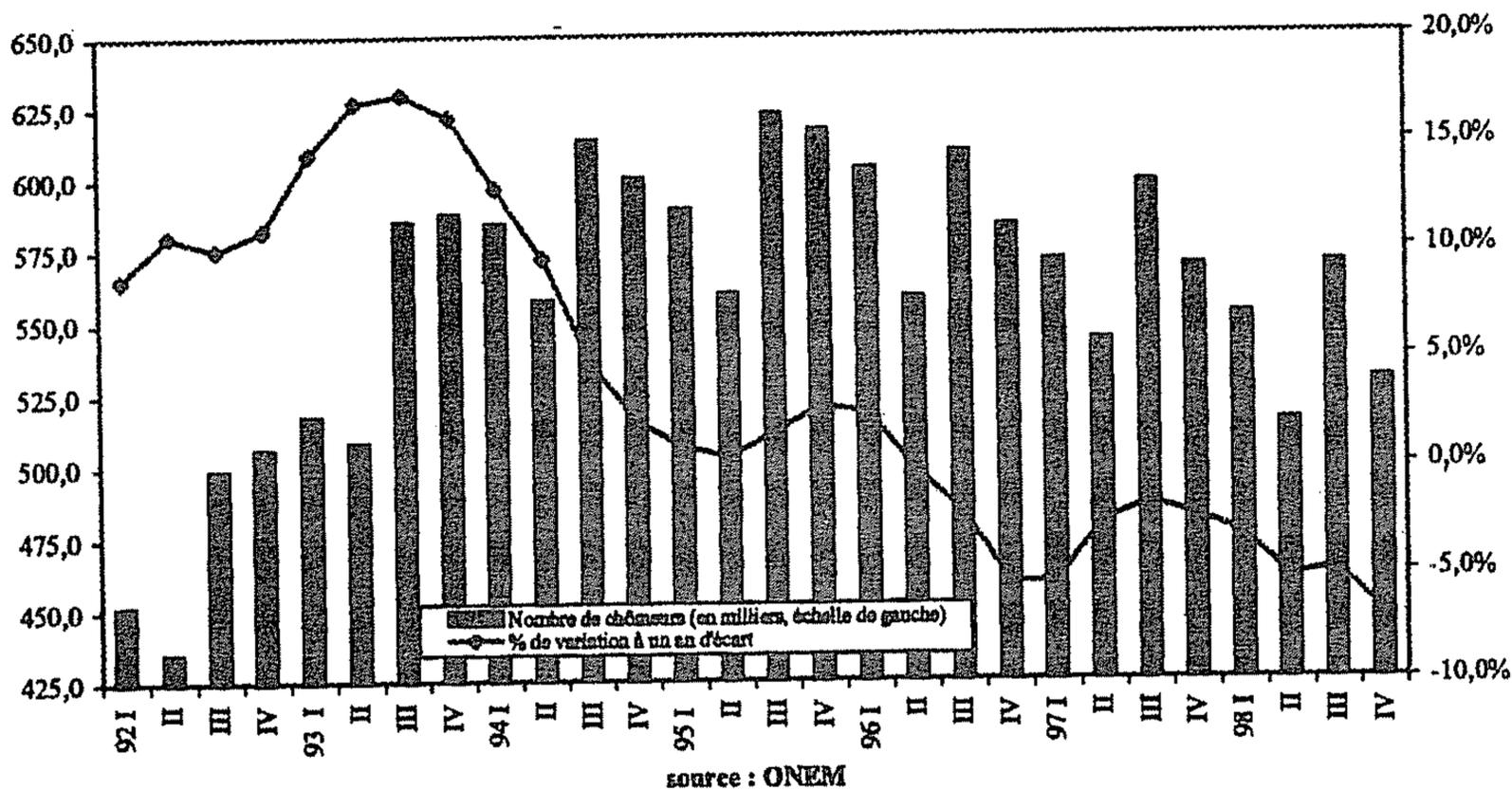


La réduction du nombre de demandeurs d'emploi a également contribué à l'amélioration du revenu disponible des ménages. La baisse du chômage enregistrée s'est accélérée au cours du 4ème trimestre 1998 (cfr. Graphique 6).

L'activation des allocations de chômage (sorte de subvention d'une partie importante de la rémunération de chômeurs de longue durée qui ont été remis au travail) a contribué à la création d'emplois et à la diminution du nombre de chômeurs. Il en est de même des divers programmes d'activation des chômeurs tels les emplois Smet, le recours aux services de chômeurs par les ménages, etc.

GRAPHIQUE 6

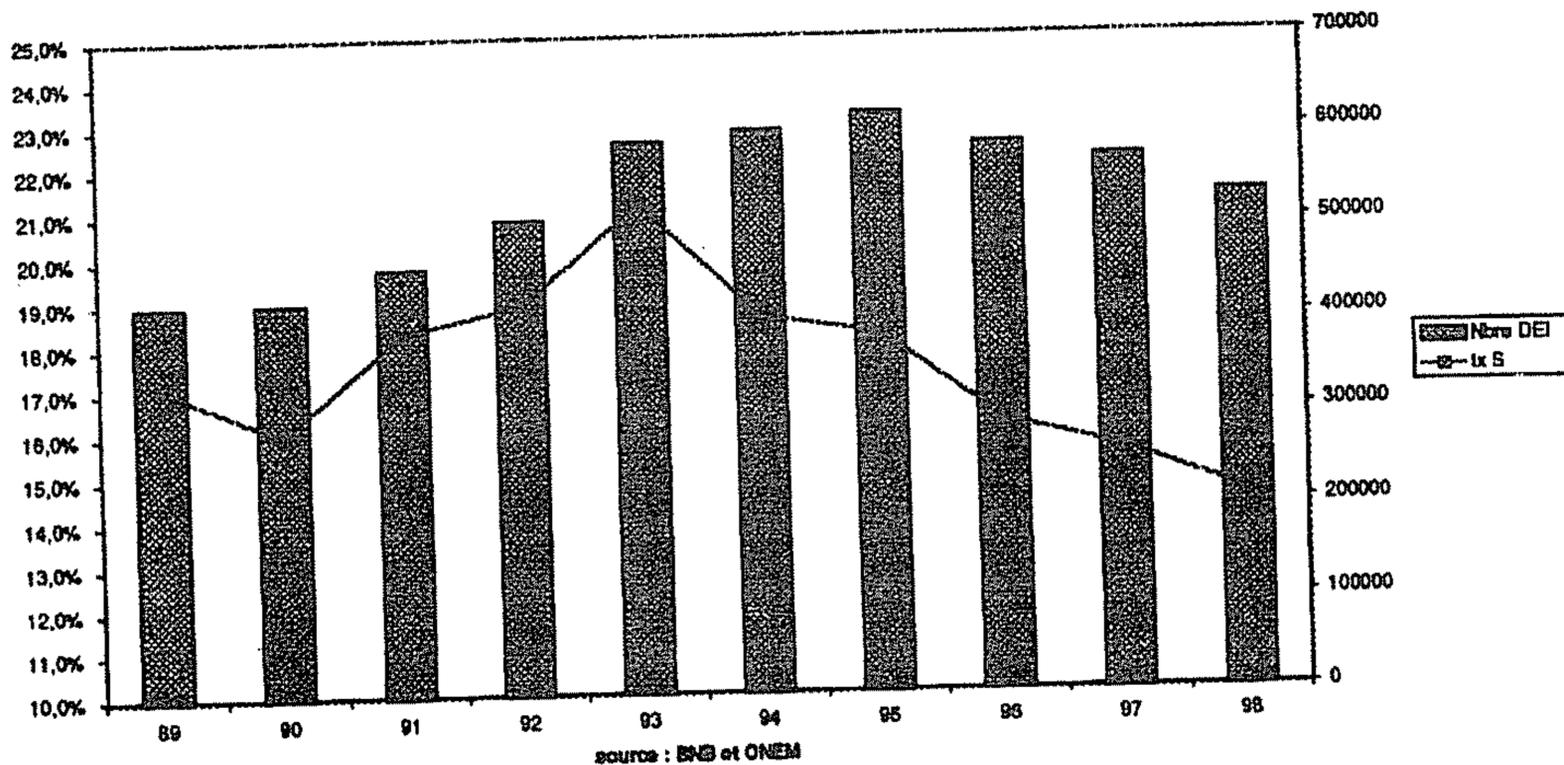
Evolution du chômage (DEI)



Parallèlement, la réduction du nombre de chômeurs a eu des répercussions sur le taux d'épargne. (cf. graphique 7)

GRAPHIQUE 7

Taux d'épargne et nombre de DEI



Il est à noter que le chômage temporaire, qui s'amplifie en période de basse conjoncture et inversement en période de forte conjoncture, a diminué de l'ordre de 9.000 unités temps plein, sur la période 1997-1998.

Outre l'achat de véhicules automobiles, la consommation de biens durables s'est accrue (en valeur) de 5.3% au premier semestre 1998 et de 4.8%² de juillet à octobre 1998 (en glissement annuel), soit une croissance de 5.1% sur l'ensemble des 10 premiers mois de l'année, ce qui témoigne de la volonté des consommateurs de maintenir un certain niveau de consommation.

Cependant, d'après l'enquête de conjoncture de la BNB auprès des entreprises du commerce, la confiance de ce secteur s'est toutefois dégradée au cours du dernier trimestre 1998 et plus particulièrement en fin d'année passant d'un niveau positif +2 en septembre à un niveau négatif -10.8 en décembre, témoignant peut-être d'une certaine incertitude de la part des entreprises du commerce de détail quant à la poursuite d'un rythme encore si soutenu de la consommation des ménages.

Selon les prévisions de la BNB, le revenu disponible des particuliers aurait progressé de l'ordre de 2.6% en 1998, contre 1.2% en 1997 en terme réel. Le pouvoir d'achat des ménages a, en fait, bénéficié de la faiblesse des prix à la consommation (1% sur l'ensemble de l'année 1998 contre 1.6% en 1997). En terme nominal (cfr. Tableau 1), le revenu disponible des particuliers aurait progressé de 3.6% en 1998 contre 2.8% en 1997.

TABLEAU 1

Revenu des particuliers à prix courant (variation à un an d'écart)

% t/t-1	92	93	94	95	96	97	98estimé
Revenu primaire	5,9%	3,9%	2,5%	2,3%	1,7%	3,0%	3,4%
<i>Revenu du travail</i>	4,8%	3,0%	3,1%	3,3%	2,2%	3,1%	3,7%
<i>Revenu de la propriété</i>	9,1%	6,7%	0,6%	-0,5%	0,1%	2,6%	2,3%
Transferts courants nets	5,5%	1,8%	18,0%	2,4%	0,7%	4,1%	2,1%
Revenu disponible	5,9%	4,1%	0,9%	2,3%	1,8%	2,8%	3,6%

Source : BNB

² Selon le chiffre d'affaires dans le commerce de détail obtenu sur base des déclarations à la TVA

Cette accélération du revenu disponible, est principalement attribuable aux éléments suivants :

- Fin des blocages salariaux en 1996 et mise en place de la norme salariale permettant une hausse des salaires nominaux pour la période 1997-1998 de l'ordre de 6.1%, ce qui se répercute sur le salaire réel étant donné le faible niveau d'inflation
- Hausse du revenu primaire en 1998, mais dans une moindre mesure que le revenu disponible. Ce sont principalement les rémunérations, catégorie principale du revenu primaire, et plus particulièrement les rémunérations du secteur privé qui ont cru de manière importante (3.8%) sous l'effet de l'accroissement du volume de l'emploi
- Hausse du revenu de la propriété de 2.3% en 1998 mais de moindre ampleur qu'en 1997 (2.6%), suite à la faible croissance des loyers. Cependant, ce ralentissement a quelque peu été compensé par une hausse des revenus émanant des placements financiers.

Les revenus du patrimoine des particuliers se sont aussi améliorés. En effet, les dividendes perçus par ces derniers ont été supérieurs en 1998 par rapport à 1997, du fait de la hausse des bénéfices en 1997 et de l'attrait qu'a exercé la bourse sur les particuliers. Un effet richesse se développe de par le fait que les ménages ont accru leurs placements en actions sous l'effet conjugué du faible niveau d'intérêt et de la hausse des cours de bourse.

Il est à noter que l'effet volume des placements mobiliers en capital à risque a plus que compensé l'effet de la baisse des rendements obligataires résultant de la baisse des taux d'intérêt.

En outre, la hausse des ressources des particuliers n'a pas engendré une thésaurisation accrue. En effet, le taux d'épargne s'est réduit de 15.5% en 1997 à 14.5% en 1998 (taux le plus bas de la décennie) suite, d'une part, au faible rendement de l'épargne et, d'autre part, au regain de confiance des consommateurs (dû notamment à la baisse du taux de chômage cf. Graphique 7).

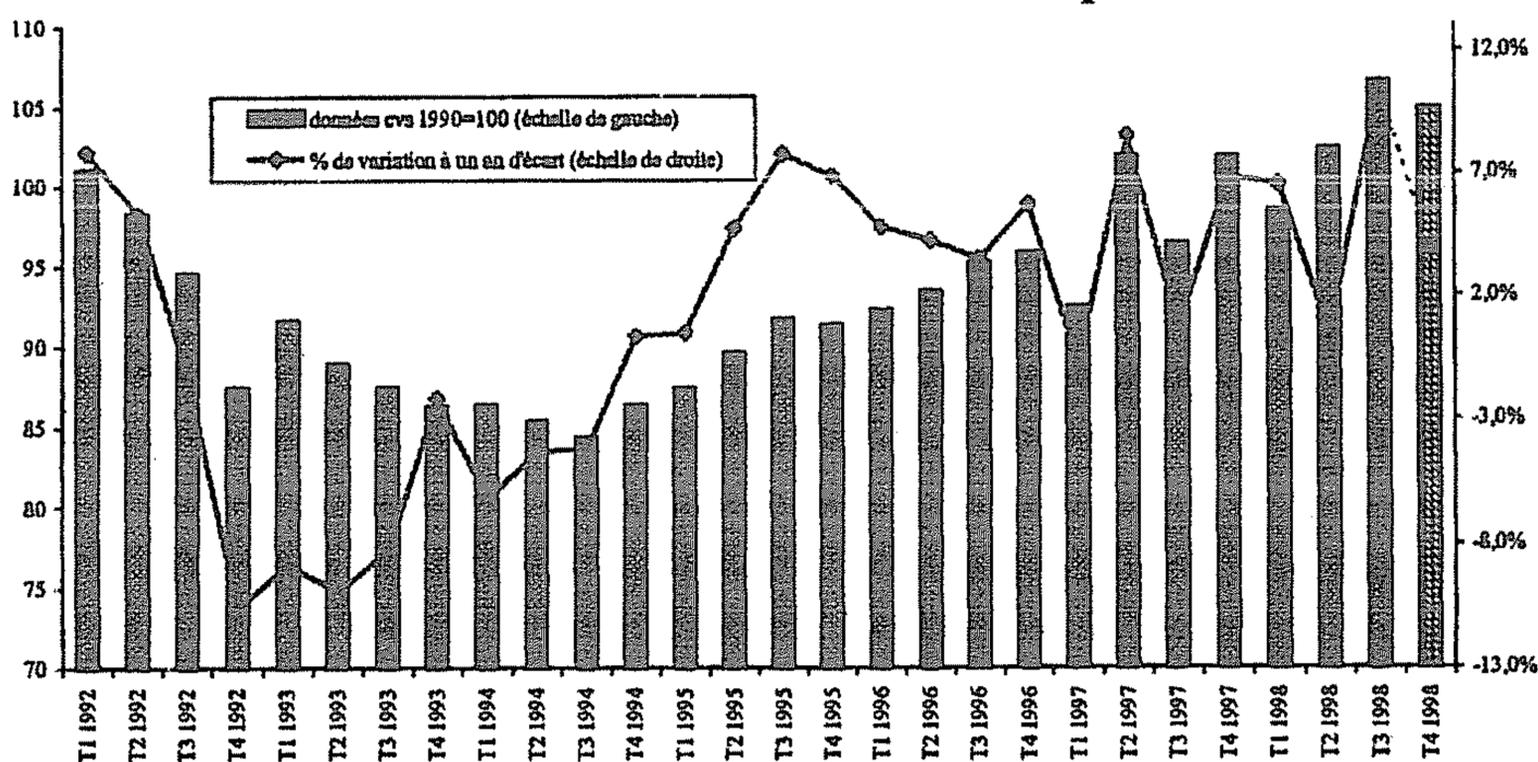
Par ailleurs, la situation actuelle des finances publiques (voir section ci-dessous) ne laisse pas présumer d'une évolution défavorable en matière de fiscalité

et donc sur les revenus futurs, de sorte que l'épargne de précaution a moins de raison d'être, du fait de la fin des mesures restrictives qui avaient été prises par le gouvernement afin de satisfaire aux critères de Maastricht.

Les *investissements des entreprises* ont, malgré un ralentissement au dernier trimestre, été la composante la plus dynamique de la demande intérieure (cfr. Graphique 8) avec un taux de croissance de l'ordre de 5.6% au cours des trois premiers trimestres 1998 par rapport à la même période de 1997 selon les comptes trimestriels de la BNB. D'après les déclarations à la TVA, ce taux s'élève à 5.2% sur la même période et à 4.7% sur les 11 premiers mois de l'année 1998 par rapport à la même période de 1997.

GRAPHIQUE 8

Evolution des investissements des entreprises



Source: Estimations de la BNB, trimestres de 1998 = données provisoires; T4 1998: Dulbée

La progression des investissements a principalement été le fait des entreprises non industrielles sur l'ensemble des 11 premiers mois de 1998 avec une croissance de l'ordre de 5.4% contre 3.8% pour les entreprises industrielles, sur base des investissements selon les déclarations de TVA (en indice).

Les investissements ont bénéficié de la baisse continue des taux d'intérêt.

La confiance des entrepreneurs, observée dans les enquêtes de la BNB, s'est cependant détériorée tout au long de l'année 1998 principalement suite à la crise

asiatique. Ce qui s'est traduit avec un certain décalage par une réduction du taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière. En effet, celui-ci s'est réduit au 4ème trimestre 1998, pour aboutir un niveau similaire à celui du 4ème trimestre 1995 c'est-à-dire à 78.7%, après une pointe de 83.5% au 2ème trimestre de 1998.

Le chiffre d'affaires de l'ensemble de l'industrie a lui aussi reculé de -1.1% (de septembre à novembre 1998 par rapport à la même période de 1997). Ces résultats s'expliquent principalement par la détérioration de l'environnement international (qui sera développé plus loin).

Sur l'ensemble de l'année 1998, la croissance des investissements des entreprises aurait avoisiné les 5% en terme réel et le taux d'investissement représente 12.2% du PIB, soit le taux moyen d'investissement dans l'eurozone.

Selon les comptes nationaux, les *investissements des ménages* en logements ont été soutenus sur l'ensemble des 3 trimestres de 1998 par rapport aux 3 trimestres correspondants de 1997 avec +3.1% de croissance. La hausse du revenu disponible, l'amélioration du marché de l'emploi et les faibles taux d'intérêt en sont les principaux facteurs. Sur l'ensemble de l'année cette croissance devrait se stabiliser à 3%, comme prévu en octobre dernier.

On observe cependant un fléchissement, tant en nombre qu'en montant, des crédits hypothécaires réalisés sur les 11 mois de 1998 par rapport à la même période de 1997 avec respectivement -4.2% et -1.3%. Notons toutefois qu'on se situe encore à des niveaux supérieurs aux 11 mois de 1996, année marquée par de très fortes hausses.

Du côté de la *demande extérieure*, les exportations nettes de biens et services auraient contribué négativement à la croissance de l'ordre de -1%, première contribution négative d'un tel niveau depuis 1986 (-0.9%). Ceci s'explique principalement par le fort ralentissement des exportations, qui auraient cru (en volume) de l'ordre de 3.5% en 1998 contre 7.1% en 1997. Cette décélération s'est surtout accentuée au second semestre. En effet, le premier semestre a bénéficié d'une croissance des exportations de l'ordre de 6.3% par rapport au semestre correspondant de 1997, tandis qu'au second semestre la croissance de celles-ci ne serait plus que de 0.9%.

La décélération des exportations résulte du ralentissement du commerce mondial, qui a touché de manière plus significative les produits manufacturés. Or la structure des exportations belges étant plus axée sur les biens intermédiaires, la Belgique en a été d'autant plus affectée. L'origine géographique de cette réduction a quelque peu évolué, provenant d'abord des pays asiatiques (de l'Est) et du Japon, elle s'est ensuite étendue aux partenaires européens.

Le ralentissement des importations (en volume) s'est quant à lui opéré de manière plus progressive que pour les exportations. En effet, les croissances trimestrielles (t/t-4) ont été les suivantes 10.1%, 7.5%, 3.4% et -0.5%³ pour les importations et 6.9%, 5.7%, 0.8% et 1.0%⁴ pour les exportations. Toutefois, la répercussion de la décélération des exportations sur les importations (pour rappel les exportations de la Belgique ont un contenu importé élevé) a été amoindrie par le dynamisme de la consommation, des investissements privés et la constitution de stock des entreprises qui ont profité de la baisse des prix à l'importation.

2. Variables monétaires et budgétaires

*L'indice des prix à la consommation*⁵ a connu une évolution favorable en 1998. Il a augmenté de 0.95% contre 1.63% en 1997, soit la plus faible hausse depuis 1961. Cette hausse modérée a été en fait le résultat de plusieurs facteurs tels la baisse des prix des produits importés, suite aux effets de la crise asiatique et de la baisse du cours des matières premières, de même que la maîtrise des hausses salariales.

La baisse du prix des matières premières et plus particulièrement des prix de l'énergie a pesé de manière significative sur l'indice des prix à la production industrielle.

³ Estimation pour le 4ème trimestre de 1998.

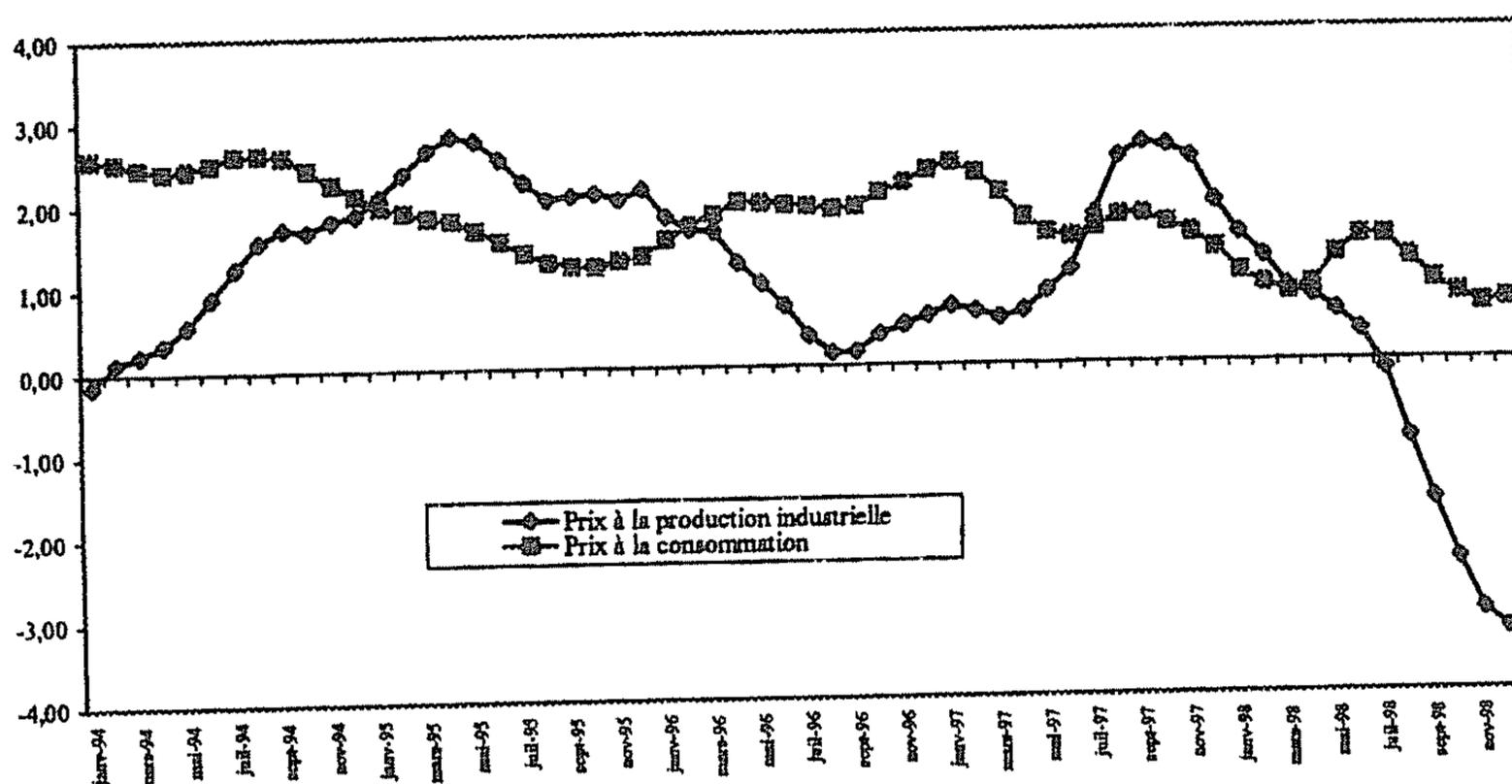
⁴ Idem

⁵ Un nouvel indice des prix à la consommation a été introduit en janvier 1998 qui permet de mieux mesurer l'inflation car il tient compte de produits devenus «usuels» pour le consommateur tels le sèche-linge, le micro-onde, la photocopieuse, ... En outre, les produits qui constituent le panier du consommateur ont fait l'objet de pondération par des coefficients obtenus par l'enquête des ménages de 1995-1996, alors que précédemment ceux-ci dataient de 1987-1988.

L'indice santé, qui n'englobe pas le tabac, l'alcool et les prix des produits énergétiques, utilisé pour l'indexation des salaires et des loyers, a quant à lui observé une décélération moindre que l'indice général avec un taux de croissance de l'ordre de 1.27% en 1998 contre 1.32% en 1997.

GRAPHIQUE 9

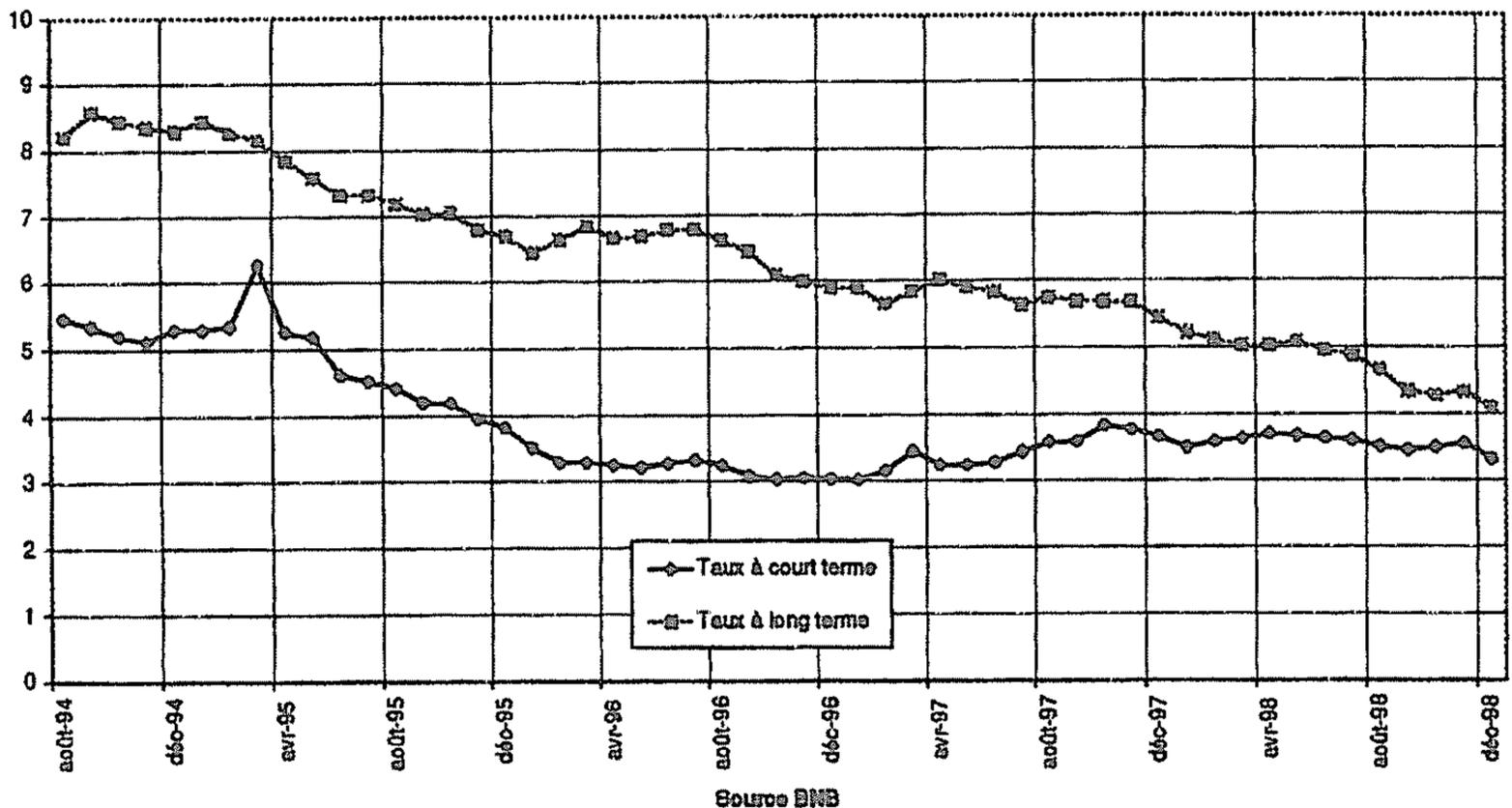
Evolution des prix (données lissées sur 4 mois)



En matière de taux d'intérêt, l'année 1998 s'est traduite par une évolution générale à la baisse des taux d'intérêt tant à court terme qu'à long terme (cfr. Graphique 10). Ceux-ci se sont établis respectivement à 3.32 et 4.09 en décembre 1998 contre 3.67 et 5.45 en décembre 1997. Pour rappel, les taux à court terme sont déterminés par la politique monétaire menée par la banque centrale (c'est-à-dire par le taux directeur choisi par cette dernière). En 1998, il y a eu deux réductions du taux directeur le ramenant progressivement à 3.3% en septembre et à 3% en décembre. Par contre, les taux à long terme reflètent les anticipations des acteurs économiques en matière de taux d'inflation, de risques de change et d'instabilité politique.

GRAPHIQUE 10

Evolution des taux d'intérêt



La poursuite de la détente des taux d'intérêt à long terme en 1998 a été rendue possible par divers éléments tels que la fuite de capitaux des zones à risques vers les Etats-Unis et l'Europe « flight to quality », les perspectives encourageantes quant à l'évolution modérée, voire faible, de l'inflation et la poursuite de l'assainissement des finances publiques. Elle s'explique également par la légère décélération de la croissance du PIB attendue pour 1999.

L'objectif du déficit de 1.3% du PIB qui avait été fixé par le programme de convergence élaboré fin 96 a été atteint en 1998 soit deux ans avant son échéance. Certes, l'évolution à la baisse des taux d'intérêt et le dynamisme de la consommation observés en 1998, sont autant d'éléments qui ont contribué à la réduction du *besoin net de financement (BNF)*, le premier élément pesant sur la charge d'intérêt et le second ayant augmenté les recettes fiscales.

Cette performance de 1.3% (largement en deçà de la norme maximale de 3% définie dans le Traité de Maastricht) laisse une certaine marge de manœuvre à la Belgique pour faire jouer les stabilisateurs automatiques en cas de ralentissement conjoncturel.

L'importante réduction de la *dette publique* met en exergue sa convergence vers le niveau requis par le pacte de stabilité et de croissance. Alors qu'en 1993 le taux d'endettement culminait encore à environ 135% du PIB, il est passé à 122% en 1997 et a encore diminué de 6 points de pourcentage en 1998. Cette diminution provient essentiellement du surplus primaire réalisé de l'ordre de 6.1%, effet qui a surpassé l'effet en sens contraire dû à la différence entre le taux d'intérêt implicite de la dette et le taux de croissance du PIB.

Le gouvernement a fixé pour objectif de maintenir ce même niveau de surplus primaire de l'ordre de 6% en 1999, niveau qui devrait permettre de laisser croître les dépenses primaires et les recettes publiques au même rythme que le PIB.

3. Prévisions pour 1999

L'équilibre macro-économique prévisionnel de la Belgique en 1999 ne devrait pas être fondamentalement différent par rapport à nos prévisions d'octobre dernier. Toutefois, les exportations devraient être moins dynamiques que prévu de sorte que la croissance économique du PIB devrait être légèrement inférieure à celle que nous avons envisagée avec un taux de croissance de l'ordre de 2.5 % (au lieu de 2.75%). Tout comme 1998, la demande intérieure restera le moteur de la croissance tandis que la demande extérieure y contribuera négativement.

L'appréciation du dollar en 1998 par rapport au FB et par rapport à l'Euro au premier trimestre 1999 améliore la compétitivité des exportations belges et européennes ce qui devrait quelque peu compenser la décélération de nos exportations observée en 1998 ainsi que de celles de nos partenaires européens suite notamment au ralentissement du commerce mondial et intra-européen.

La contribution de nos exportations nettes à la croissance devrait être, cette année, moins négative qu'en 1998 (avec un taux de -0.5% en 1999 contre -1% en 1998).

Bien que la demande intérieure devrait observer une légère décélération en 1999, tous les éléments qui ont contribué à la croissance de la consommation en 1998 seront présents également en 1999 quoique dans une moindre mesure. Il

s'agit notamment de la poursuite de la confiance des consommateurs résultante de la baisse du chômage, d'une inflation modérée et d'une politique fiscale moins contraignante. La confiance des consommateurs devrait encore contribuer à l'affaiblissement du taux de l'épargne. En outre, la consommation privée sera également encouragée par une progression toujours positive du revenu disponible sous l'effet de l'augmentation du volume de l'emploi, de la norme salariale pour la période 1999-2000 permettant une hausse des salaires nominaux de 5.9% sur deux ans et qui, vu le faible taux d'inflation, se répercute sur les salaires réels. Tant le revenu disponible que la confiance des consommateurs seront stimulés par la décision du gouvernement d'avancer, au 1er avril 1999 au lieu du 1er juillet 1999, les mesures d'allègement des charges sociales et de la fiscalité. Ces mesures sont appelées notamment à stimuler l'emploi, à majorer les petites pensions, à adapter les retraites au bien-être, à majorer les allocations des chômeurs isolés, et sous certaines conditions les allocations familiales. La réindexation des barèmes fiscaux est également prévue en vue d'alléger l'IPP.

L'absence de salon de l'automobile en 1999, devrait néanmoins voir décroître le nombre d'achats de véhicules automobiles, composante importante de la consommation des ménages, bien qu'actuellement aucun signe tangible de ce ralentissement n'est à observer.

De même, la poursuite du dynamisme de la croissance américaine sans tension inflationniste ne préfigure pas à un relèvement des taux américains et ne crée dès lors pas de réelle tension sur les taux européens, taux qui ont convergé rapidement vers le bas en 1998 et abouti en janvier 1999 à la fixation du taux directeur de la BCE à 3%. Ces faibles taux d'intérêt sont favorables tant à la consommation des ménages, par le biais de la baisse du rendement de l'épargne, qu'à l'investissement des entreprises. Ces dernières devraient d'ailleurs encore bénéficier de bonnes conditions financières et de rentabilité leur permettant d'investir tant par l'auto-financement que par l'emprunt vu le niveau attrayant des taux d'intérêt. Il est à noter toutefois le recul de certains indicateurs tels la confiance des entrepreneurs ainsi que le taux d'utilisation des capacités de production (TUC), bien que ce dernier demeure toutefois à un niveau élevé. Selon notre hypothèse de reprise des exportations en 1999, on ne devrait donc pas observer de décélération majeure de la part des investissements des entreprises. Les investissements des particuliers devraient bénéficier de la poursuite de la baisse des taux hypothécaires ainsi que de l'amélioration de la confiance des ménages et du revenu disponible.

TABLEAU

PRÉVISIONS MACRO-ÉCONOMIQUES POUR LA BELGIQUE

	1997		1998		1999	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Consommation privée	2,2	3,7	3,5	4,5	2,75	3,75
Consommation publique	0,8	3,8	1,5	2,75	1,75	3,0
FBCF totale	5,4	6,2	4,5	4,75	4,0	4,25
Exportations	7,1	11,6	3,5	3,75	3,5	3,75
Importations	6,3	11,5	5,0	3,5	4,25	2,75
PNB	3,0	4,2	3,0	5,0	2,5	4,5
	1997	1998	1999			
Taux d'intérêt ct	3,44	3,56	3,0			
Taux d'intérêt lt	5,75	4,75	4,0			
Revenu disponible	1,2	2,5	2,5			
Taux d'épargne	15,5	14,5	14,25			
Taux de chômage*	12,4	11,6	11,1			
SNF	1,9	1,3	1,0			

* Nombre de Demandeurs d'emplois inoccupés inscrits (chômeurs âgés exclus) en fin de mois exprimé en % de la population active totale au mois de juin.

Section A – Le produit intérieur brut à prix constants

	Indices 1990=100		Pourcentages de variation	
	données brutes	données cvs	à un an d'écart	p/r au trim. précédent (base annuelle)
1990	100,0			
1991	101,6		1,6	
1992	103,1		1,5	
1993	101,6		-1,5	
1994	104,2		2,6	
1995	106,7		2,3	
1996	108,0		1,3	
1997	111,3		3,0	
1998*	114,6		3,0	
T1 1990	99,5	99,7	4,1	4,2
T2 1990	100,7	99,5	3,0	-0,9
T3 1990	96,6	99,7	2,4	0,8
T4 1990	103,1	101,1	2,6	5,9
T1 1991	100,3	100,4	0,7	-2,7
T2 1991	102,7	101,4	2,0	4,1
T3 1991	98,9	102,1	2,3	2,4
T4 1991	104,6	102,5	1,4	1,7
T1 1992	102,7	102,9	2,4	1,6
T2 1992	104,7	103,3	1,9	1,6
T3 1992	100,6	103,8	1,8	1,9
T4 1992	104,5	102,4	-0,1	-5,3
T1 1993	100,6	101,0	-2,0	-5,4
T2 1993	103,1	101,7	-1,6	2,7
T3 1993	98,5	101,6	-2,1	-0,2
T4 1993	104,2	102,1	-0,2	1,8
T1 1994	102,2	102,9	1,6	3,0
T2 1994	105,7	104,2	2,6	5,5
T3 1994	100,9	104,0	2,4	-0,8
T4 1994	108,1	105,8	3,7	6,9
T1 1995	106,2	107,1	3,8	5,2
T2 1995	107,9	106,4	2,1	-2,7
T3 1995	103,2	106,2	2,3	-0,6
T4 1995	109,3	106,9	1,1	2,4
T1 1996	105,7	106,8	-0,4	-0,2
T2 1996	109,1	107,5	1,1	2,5
T3 1996	105,7	108,8	2,3	4,9
T4 1996	111,7	109,1	2,2	1,3
T1 1997	107,9	109,2	2,1	0,5
T2 1997	112,6	110,9	3,2	6,3
T3 1997	109,1	112,4	3,3	5,4
T4 1997	115,5	112,6	3,4	0,7
T1 1998*	112,4	113,9	4,2	4,7
T2 1998*	116,3	114,5	3,3	2,2
T3 1998*	111,4	114,8	2,1	1,0
T4 1998*	118,4	115,3	2,5	1,8

Source: BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE – T3 1998 = estimations du Dulbéa

*Données provisoires

Section B – Principales composantes du PIB à prix constants

a) PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA DEMANDE INTÉRIEURE

1° Les investissements des entreprises

	Indices 1990=100		Pourcentages de variation	
	données brutes	données cvs	à un an d'écart	p/r au trim. précédent (base annuelle)
1990	100,0			
1991	95,8		-4,2	
1992	95,3		-0,5	
1993	88,5		-7,1	
1994	85,6		-3,3	
1995	89,9		5,1	
1996	94,1		4,6	
1997	98,1		4,2	
1998*	103,0		5,0	
T1 1990	85,8	97,8	20,1	13,1
T2 1990	98,9	100,5	13,6	11,2
T3 1990	92,4	100,7	11,4	1,1
T4 1990	122,9	101,0	5,8	0,9
T1 1991	83,6	95,1	-2,6	-21,4
T2 1991	93,0	94,4	-5,9	-2,7
T3 1991	88,7	97,1	-4,0	11,8
T4 1991	117,8	96,6	-4,1	-1,8
T1 1992	90,2	101,0	7,9	19,4
T2 1992	98,1	98,3	5,4	-10,5
T3 1992	87,6	94,5	-1,3	-14,4
T4 1992	105,4	87,4	-10,6	-26,9
T1 1993	82,2	91,6	-8,8	20,4
T2 1993	88,4	88,9	-9,9	-11,3
T3 1993	80,3	87,4	-8,3	-6,2
T4 1993	103,1	86,2	-2,1	-5,5
T1 1994	77,1	86,3	-6,2	0,3
T2 1994	84,6	85,3	-4,3	-4,5
T3 1994	77,0	84,3	-4,2	-4,4
T4 1994	103,5	86,3	0,4	9,9
T1 1995	77,5	87,3	0,5	4,6
T2 1995	88,6	89,5	4,8	10,6
T3 1995	83,0	91,6	7,8	9,5
T4 1995	110,6	91,3	6,9	-1,5
T1 1996	81,2	92,2	4,8	4,0
T2 1996	92,4	93,4	4,2	5,3
T3 1996	85,9	95,1	3,5	7,8
T4 1996	116,9	95,7	5,7	2,6
T1 1997	80,6	92,4	-0,8	-13,3
T2 1997	100,2	101,8	8,5	47,7
T3 1997	86,5	96,4	-0,8	-19,7
T4 1997	124,9	101,7	6,8	24,1
T1 1998*	85,8	98,4	6,5	-12,4
T2 1998*	100,6	102,2	-0,4	16,4
T3 1998*	95,6	106,4	10,5	17,7
T4 1998*	129,8	104,8	3,9	-6,0

Source: BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE – T3 1998 = estimations du Dulbéa – *Données provisoires

2° La consommation privée

	Indices 1990=100		Pourcentages de variation	
	données brutes	données cvs	à un an d'écart	p/r au trim. précédent (base annuelle)
1990	100,0			
1991	102,5		2,5	
1992	104,7		2,2	
1993	103,0		-1,6	
1994	104,8		1,7	
1995	106,2		1,3	
1996	108,7		2,4	
1997	111,1		2,2	
1998*	115,0		3,5	
T1 1990	97,5	99,9	4,6	7,0
T2 1990	101,4	100,0	4,3	0,7
T3 1990	98,8	100,1	4,0	0,3
T4 1990	102,4	100,0	1,9	-0,6
T1 1991	98,4	100,9	0,9	3,6
T2 1991	103,4	102,1	2,0	4,9
T3 1991	101,8	103,2	3,0	4,5
T4 1991	106,3	103,7	3,8	1,9
T1 1992	102,1	104,7	3,7	3,9
T2 1992	106,9	105,5	3,4	3,2
T3 1992	103,2	104,6	1,4	-3,4
T4 1992	106,7	104,0	0,4	-2,3
T1 1993	100,0	102,5	-2,0	-5,5
T2 1993	104,2	102,9	-2,5	1,5
T3 1993	101,5	103,0	-1,6	0,2
T4 1993	106,2	103,5	-0,4	2,2
T1 1994	101,7	104,3	1,7	3,0
T2 1994	105,8	104,4	1,4	0,3
T3 1994	103,3	104,8	1,8	1,7
T4 1994	108,4	105,6	2,0	3,1
T1 1995	102,7	105,4	1,0	-0,8
T2 1995	107,0	105,6	1,2	0,9
T3 1995	104,9	106,4	1,5	3,1
T4 1995	110,1	107,3	1,6	3,3
T1 1996	105,4	108,1	2,5	3,0
T2 1996	110,2	108,6	2,9	2,1
T3 1996	107,3	108,9	2,3	0,8
T4 1996	112,2	109,4	1,9	1,8
T1 1997	107,5	110,3	2,1	3,5
T2 1997	112,3	110,6	1,9	1,1
T3 1997	110,0	111,7	2,5	3,7
T4 1997	114,7	111,9	2,3	0,9
T1 1998*	111,0	113,9	3,2	7,4
T2 1998*	117,8	116,0	4,9	7,7
T3 1998*	113,6	115,3	3,3	-2,5
T4 1998*	117,7	114,8	2,6	-1,8

Source: BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE - T3 1998 = estimations du Dulbéa -- *Données provisoires

b) PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA VALEUR AJOUTÉE

1°) Valeur ajoutée dans les services marchands (garages inclus)

	Indices 1990=100		Pourcentages de variation	
	données brutes	données cvs	à un an d'écart	p/r au trim. précédent (base annuelle)
1990	100,0		1,8	
1991	103,3		3,3	
1992	105,4		2,0	
1993	105,3		-0,1	
1994	108,0		2,5	
1995	110,2		2,1	
1996	112,4		1,9	
1997	115,3		2,6	
T1 1990	98,6	99,9	3,0	0,7
T2 1990	100,0	99,3	1,6	-2,2
T3 1990	98,4	99,8	1,4	1,8
T4 1990	103,0	101,0	1,5	5,0
T1 1991	100,2	101,6	1,6	2,3
T2 1991	103,6	102,9	3,6	5,5
T3 1991	102,8	104,3	4,5	5,5
T4 1991	106,8	104,6	3,7	1,0
T1 1992	104,5	106,0	4,2	5,6
T2 1992	106,1	105,3	2,4	-2,6
T3 1992	104,1	105,7	1,3	1,4
T4 1992	107,1	104,8	0,3	-3,2
T1 1993	102,9	104,3	-1,5	-1,8
T2 1993	105,9	105,2	-0,2	3,1
T3 1993	103,9	105,5	-0,2	1,3
T4 1993	108,6	106,3	1,4	3,0
T1 1994	105,1	106,8	2,2	2,0
T2 1994	108,9	108,1	2,8	4,8
T3 1994	106,3	108,0	2,4	-0,3
T4 1994	111,5	108,9	2,6	3,6
T1 1995	108,1	109,7	2,8	3,0
T2 1995	110,4	109,6	1,4	-0,6
T3 1995	109,0	110,6	2,5	3,8
T4 1995	113,5	111,0	1,8	1,4
T1 1996	109,9	111,7	1,7	2,4
T2 1996	112,7	111,9	2,1	0,9
T3 1996	111,2	113,0	2,0	4,0
T4 1996	115,6	112,8	1,8	-0,6
T1 1997	111,7	113,6	1,6	2,6
T2 1997	115,9	115,0	2,8	5,2
T3 1997	113,9	116,0	2,5	3,4
T4 1997	119,5	116,5	3,4	1,6
T1 1998*	116,5	118,5	4,3	7,3
T2 1998*	120,0	119,1	3,5	1,9
T3 1998*	116,6	118,8	2,3	-1,0
T4 1998*				

Source: BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE - T3 1998 = estimations du Dulbéa - *Données provisoires

2°) Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière (garages exclus)

	Indices 1990=100		Pourcentages de variation	
	données brutes	données cvs	à un an d'écart	p/r au trim. précédent (base annuelle)
1990	100,0		2,1	
1991	99,6		-0,3	
1992	99,0		-0,7	
1993	96,0		-3,0	
1994	100,4		4,5	
1995	103,1		2,7	
1995	103,1		0,0	
1997	107,8		4,6	
T1 1990	104,5	100,8	4,0	6,4
T2 1990	101,7	99,0	1,7	-7,2
T3 1990	91,6	98,8	-0,3	-0,6
T4 1990	102,2	101,4	2,1	10,9
T1 1991	103,3	99,5	-1,2	-7,3
T2 1991	102,6	99,8	0,9	1,1
T3 1991	91,7	99,0	0,2	-3,2
T4 1991	101,0	100,3	-1,2	5,3
T1 1992	103,8	99,9	0,5	-1,6
T2 1992	102,5	99,6	-0,1	-1,1
T3 1992	92,5	99,9	0,9	1,2
T4 1992	97,1	96,5	-3,8	-12,8
T1 1993	98,7	94,8	-4,9	-6,9
T2 1993	99,8	97,0	-2,6	9,5
T3 1993	88,6	95,9	-4,2	-4,7
T4 1993	97,0	96,4	-0,1	2,3
T1 1994	102,2	98,3	3,5	7,9
T2 1994	103,7	100,8	3,9	10,8
T3 1994	92,1	99,7	3,9	-4,4
T4 1994	103,5	102,8	6,7	13,2
T1 1995	107,9	104,7	5,6	7,5
T2 1995	106,9	103,8	3,0	-3,3
T3 1995	94,9	102,3	3,0	-5,9
T4 1995	102,6	101,6	-0,9	-2,7
T1 1996	102,6	99,8	-5,0	-6,7
T2 1996	105,2	102,1	-1,5	9,3
T3 1996	97,6	104,7	2,8	10,8
T4 1996	107,1	105,8	4,3	4,3
T1 1997	105,8	103,4	3,1	-9,0
T2 1997	110,6	107,1	5,1	15,4
T3 1997	103,9	111,4	6,5	16,8
T4 1997	111,1	109,6	3,8	-6,3
T1 1998*	111,2	108,6	5,1	-3,4
T2 1998*	114,5	110,8	3,5	8,2
T3 1998*	106,5	114,3	2,4	13,5
T4 1998*				

Source: BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE - T3 1998 = estimations du Dulbéa - *Données provisoires

Section C - La politique économique : les critères du Traité de Maastricht

		Inflation			Taux d'intérêt		
		Belgique	Norme	Ecart*	Belgique	Norme	Ecart*
		(48)	(49)	(50)	(51)	(52)	(53)
1993		2,7	3,1	-0,4	7,22	9,41	-2,19
1994		2,4	3,4	-1,0	7,67	9,79	-2,12
1995		1,5	3,1	-1,6	7,38	9,45	-2,07
1996		2,1	3,2	-1,1	6,30	8,60	-2,40
1997		1,7	2,9	-1,0	5,60	7,60	-2,00
1998							
1995	III	1,2	3,0	-1,8	7,06	9,26	-2,20
	IV	1,5	3,0	-1,5	6,73	8,60	-1,27
1996	I	2,0	3,3	-1,3	6,45	8,50	-2,05
	II	1,9	3,2	-1,3	6,40	8,99	-2,59
	III	1,9	3,2	-1,3	6,40	8,77	-2,37
	IV	2,5	3,1	-0,6	5,80	8,30	-2,50
1997	I	1,9	3,1	-1,2	5,60	7,60	-2,00
	II	1,7	2,8	-0,4	5,70	7,70	-2,10
	III	1,5	3,0	-1,2	5,60	7,70	-2,10
	IV	1,6	2,7	-1,1	5,50	7,30	-2,00
1998	I	1,3	2,6	-1,3	5,00	7,00	-2,00
	II	1,7	2,3	-0,6	5,00	7,10	-2,10
	III	1,1	2,5	-1,4	4,60	6,60	-2,10
	IV				4,20		
1995	Mai	1,4	3,2	-1,8	7,45	9,42	-1,97
	Juin	1,3	3,2	-1,7	7,20	9,36	-2,16
	Juillet	1,2	3,0	-1,8	7,21	9,70	-2,49
	Août	1,3	3,0	-1,7	7,07	9,32	-2,25
	Septembre	1,2	2,9	-1,7	6,90	8,77	-1,87
	Octobre	1,2	2,8	-1,6	6,60	8,55	-1,95
	Novembre	1,4	3,0	-1,6	6,66	8,52	-1,86
	Décembre	1,9	3,1	-1,2	6,93	8,79	-1,86
1996	Janvier	1,9	3,2	-1,3	6,30	8,40	-1,90
	Février	1,9	3,4	-1,4	6,50	8,40	-1,90
	Mars	2,1	3,4	-1,3	6,60	8,70	-2,10
	Avril	2,0	3,3	-1,3	6,40	8,85	-2,45
	Mai	1,8	3,2	-1,4	6,40	9,12	2,72
	Juin	1,8	3,2	-1,4	6,4	9,0	-2,6
	Juillet	1,9	3,3	-1,4	6,6	8,9	-2,3
	Août	1,9	3,3	-1,4	6,6	8,9	-2,3
	Septembre	2,0	3,0	-1,4	6,2	8,48	-2,28
	Octobre	2,4	3,1	-0,7	5,9	8,4	-2,5
	Novembre	2,6	3,2	-0,5	5,8	8,1	-2,4
	Décembre	2,5	3,2	-0,7	5,7	8,1	-2,4
1997	Janvier	2,3	3,4	-1,1	5,7	7,7	-2
	Février	2,0	3,2	-1,2	5,45	7,5	-2,05
	Mars	1,4	2,8	-1,4	5,7	7,7	-2
	Avril	1,6	2,8	-1,2	5,38	7,8	-2
	Mai	1,7	2,8	0,9	5,7	7,7	-2,1
	Juin	1,9	2,8	-0,9	5,6	7,7	-2,1
	Juillet	1,9	2,9	-1,0	5,6	7,9	-2,3
	Août	1,85	3,1	-1,3	5,6	7,4	-1,8
	Septembre	1,6	2,9	-1,3	5,5	7,7	-2,2
	Octobre	1,7	2,7	-1,0	5,6	7,3	-1,7
	Novembre	1,6	2,7	-1,1	5,62	7,4	-1,8
	Décembre	1,5	2,7	-1,2	5,4	7,1	-2,4
1998	Janvier	1,4	2,7	-1,3	5,14	7,1	-2,0
	Février	1,3	2,6	-1,3	5,01	7,0	-2,0
	Mars	1,2	2,6	-1,4	4,95	6,9	-2,0
	Avril	1,5	2,3	-0,8	4,96	7,19	-2,2
	Mai	1,9	2,3	-0,4	5,03	7,1	-2,1
	Juin	1,6	2,2	-0,6	4,9	6,94	-2,0
	Juillet	1,2	2,6	-1,4	4,82	6,81	-2,0
	Août	1,1	2,5	-1,4	4,61	6,6	-2,0
	Septembre	1,0	2,5	-1,5	4,29	6,3	-2,0
	Octobre	1	2,4	-1,4	4,23		
	Novembre	0,9	2,3	-1,4	4,32	6,29	-2,0
	Décembre				4,08		
1999	Janvier				3,9		
	Février				4,02		

Source : Inflation OCDE (IPC) jusque TII de 98 – après Eurostat et calculs du Dulbéa (IPCH) – Taux d'intérêt LT : OCDE – Taux de change (indicateur de divergence) : BNB – Déficit public : ICN – Dette publique : BNB.

* un signe "-" signifie que la Belgique remplit la norme de Maastricht (et inversement).

1980 = 100

Taux de change	Déficit		Dette	
	Belgique	Ecart*	Belgique	Ecart ¹
Divergence (54)	(55)	(56)	(57)	(58)
- 3,8	7,5	4,5	136,8	76,8
- 10,6	5,1	2,1	134,8	74,8
- 18,0	4,1	1,1	133,5	73,5
- 2,0	3,2	0,2	130	70
12,0	1,9	-1,1	121,9	61,90
0	1,3	-1,7	115,8	55,8
- 14,0				
- 16,0				
- 10,0				
- 3,0				
- 2,0				
5,0				
10,0				
12,0				
14,0				
14,0				
11,0				
- 1,0				
- 3,0				
- 7,0				
- 20,0				
- 18,0				
- 12,0				
- 12,0				
- 17,0				
- 15,0				
- 14,0				
- 11,0				
- 11,0				
- 10,0				
- 9,0				
- 5,0				
- 2,0				
- 1,0				
- 1,0				
- 4,0				
- 1,0				
+ 4,0				
+ 6,0				
+ 5,0				
9,0				
10,0				
10,0				
12,0				
12,0				
13,0				
13,0				
14,0				
14,0				
13,0				
14,0				
14,0				
13,0				
13,0				
7,0				
1,0				
- 3,0				
- 1,0				
- 2,0				
- 3,0				
- 3,0				
- 8,0				
- 7,0				
- 7,0				

Section D - Les produits nationaux bruts des principaux pays industrialisés

1980 = 100

Produit National Brut (prix constants)	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 (a)	1999 (b)
(59) Belgique	98,5	99,6	99,8	102,2	103,0	105,3	107,8	113,4	117,9	121,3	124,6	126,0	123,9	126,7	129,2	131,1	135,1	139,1	142,6
(60) Pays-Bas	99,2	97,8	99,5	102,4	105,3	107,0	108,7	111,0	116,0	119,8	124,8	126,9	127,4	130,4	133,1	137,5	142,4	147,9	151,9
(61) Allemagne	100,2	99,6	101,1	103,8	106,0	109,0	111,0	114,8	119,3	124,9	129,4	131,3	129,9	133,7	136,2	138,1	141,1	145,0	147,6
(62) France	101,2	103,7	104,5	105,9	107,7	110,0	112,5	116,4	121,3	124,6	126,0	128,0	126,7	129,9	132,8	134,8	137,9	142,4	145,6
(63) Italie	101,1	101,3	101,8	105,4	108,2	111,1	114,6	118,9	122,7	125,2	126,9	128,0	127,1	130,0	133,9	134,8	136,9	138,9	141,7
(64) Grande-Bretagne	98,7	99,7	103,5	105,6	109,5	112,7	117,6	122,8	125,4	126,7	123,8	123,2	125,5	130,5	133,8	137,1	141,4	144,9	145,7
(65) Suisse	101,5	100,4	101,1	102,9	107,1	110,0	112,7	116,0	120,0	123,1	123,0	123,2	122,1	124,0	124,1	123,5	125,6	127,8	129,7
(66) Suède	99,7	100,5	102,9	106,9	109,2	110,5	113,5	116,1	118,5	119,3	117,6	115,6	113,2	115,7	119,2	120,5	122,7	126,1	128,6
(67) Autriche	99,8	101,0	103,1	105,2	108,1	110,0	111,6	116,3	120,7	126,3	130,2	132,1	131,7	135,3	137,7	139,5	143,0	147,3	150,2
(68) Espagne	99,8	101,0	102,8	104,8	107,0	110,8	116,6	122,5	128,5	133,3	136,5	137,9	136,5	139,2	143,1	146,4	151,4	157,0	161,7
(69) Etats-Unis	103,7	101,1	105,2	112,5	116,0	119,5	122,0	127,4	130,6	132,0	130,4	133,0	137,0	142,6	145,5	149,6	155,3	161,3	166,2
(71) Japon	103,9	106,8	110,2	115,7	120,9	123,8	129,0	136,4	142,8	150,8	157,6	160,0	160,2	161,0	162,4	168,4	169,8	164,7	163,8

(a) Estimation

(b) Prévision

Les Séries Statistiques ont été réalisées

sous la direction de

P. KESTENS

Professeur ordinaire à l'ULB

par C. BINOTTO

C. DEBAILLE

Chargé de recherches au DULBEA

